



**La RSE et l'innovation financière islamique : Quelles interactions ?  
Réflexion théorique**

**Hajar BEZOUÏ**

Laboratoire Entrepreneuriat  
et développement local, FSJES de Salé  
Université Mohammed V, Maroc.  
E-mail : [hajarbezoui@yahoo.fr](mailto:hajarbezoui@yahoo.fr)

**Laila ELLOUMANI**

Laboratoire Entrepreneuriat et politiques  
publiques, FSJES de Kénitra,  
Université Ibn Tofail, Maroc.  
E-mail : [El.loumani@gmail.com](mailto:El.loumani@gmail.com)

**Résumé :**

La crise financière de 2008 a bien laissé des traces, et les acteurs du monde de la finance ont bien compris que l'éthique est indispensable à la survie de ce dernier. C'est ainsi que la question de l'éthique est devenu au centre des débats liés au secteur financier et son avenir. Ceci dit, que ce dernier ne doit plus être préoccupé seulement par la recherche de profits, mais doit s'interroger aussi, sur sa responsabilité sociale et environnementale. A cet égard, le système financier islamique avec ses fondements moraux et éthiques se présente aujourd'hui comme une innovation fiable et concrète afin de remédier aux différents aléas qui bouleversent l'économie actuelle et d'assurer une stabilité financière en harmonie avec les caractéristiques de la RSE.

**Mots clés :** Responsabilité sociale des entreprises, finance islamique, innovation, éthique, investissement socialement responsable.

**Abstract:**

The financial crisis of 2008 has left its mark, and the players in the world of finance have understood that ethics is essential to the survival of the latter. This is how the issue of ethics has become central to the debates related to the financial sector and its future. That said, the latter should no longer be concerned only by the search for profits, but must also question, on its social and environmental responsibility. In this respect, the Islamic financial system with its moral and ethical foundations is today a reliable and concrete innovation in order to remedy the various hazards that are shaking up the current economy and ensuring financial stability.

**Key words:** Corporate social responsibility, Islamic finance, innovation, ethics, socially responsible investing.

**Article reçu le :** 05 juillet 2018, **accepté le :** 31 juillet 2018.

**Citation :** Bezoui H. et L. Elloumani (2018), « La RSE et l'innovation financière islamique : Quelles interactions ? Réflexion théorique », *Recherches et Applications en Finance Islamique*, Volume 2, Numéro 2, pages : 208-222.



## Introduction

Aujourd'hui, la responsabilité sociale et environnementale est devenue un enjeu incontournable pour les entreprises. La pression croissante émanant de toutes les parties prenantes a conduit les entreprises à réaliser de profonds changements en matière de stratégies, de communication et de pratiques. Toutefois, le monde de la finance semblait à l'écart de ces préoccupations.

Auparavant, le monde de la finance était éloigné et parfois contradictoire aux enjeux de la RSE. Les organisations financières n'avaient pas d'intérêts dans l'adoption d'une démarche socialement responsable, dans la mesure où cet élément n'était pas présent sur le plan d'action de leur stratégie.

C'est la crise financière de 2008 qui a mis en évidence un certain nombre de dysfonctionnements des marchés financiers, des institutions et des organisations financières. Les déficits de régulation, de responsabilité et d'éthique ont été avancés comme solution au système en crise. C'est ainsi que la RSE est devenue l'une des préoccupations majeures des acteurs de la finance.

Dans cet article, nous allons appréhender la nécessité aujourd'hui de faire réfléchir à une autre forme de finance, plus éthique et innovante. Dans un premier temps nous allons tenter d'expliquer de quelle façon et pour quelles raisons la finance s'est écartée de la RSE, ainsi nous allons présenter le rôle de l'innovation financière islamique dans l'apport des solutions à la crise financière de 2008 et la nécessité, aujourd'hui, d'insérer les systèmes financiers dans l'approche RSE.

Dans un deuxième temps, nous allons traiter les fondements basiques de l'économie islamique et plus particulièrement du financement islamique tout en relevant ses caractéristiques morales. Quant aux investissements socialement Responsable (ISR) ils feront l'objet d'une illustration pratique de l'éthique islamique et son intersection avec les fondements de la RSE.

### 1. La RSE et finance : une histoire de discordance

#### 1.1. La finance à l'écart de la RSE

Le monde de la finance a été tenu à l'écart de la problématique de la RSE. D'une part, en raison du faible impact environnemental des établissements financiers telle que la faible utilisation des ressources naturelles et d'autre part, en raison de la nature de l'activité bancaire.

En effet, les concepts de finance et de la RSE étaient perçus comme contradictoires et relevant d'une logique opposée. Par ailleurs, les organisations financières n'avaient pas d'intérêts particuliers dans l'adoption d'une démarche RSE (Margolis, Elfenbein, & Walsh, 2007).



Toutefois, ces dernières années la notion de la RSE s'est progressivement étendue au secteur bancaire. L'enjeu pour les organisations financières est devenu plus significatif, dans la mesure où la RSE est désormais un sujet qui touche à la stratégie globale des banques.

C'est la crise financière de 2008 qui a révélé l'importance de la responsabilité sociale des établissements bancaires. Cette crise morale – due au comportement scrupuleux des dirigeants des banques-qui a mis en évidence un certain nombre de dysfonctionnements des marchés financiers, des établissements et des organisations financières et qui a engendré des conséquences économiques, financières, et sociales dont la plupart des pays peine à affronter.

A cet égard, les concepts de responsabilité sociale et d'éthique ont été avancés comme des solutions sous-jacentes du système en crise. C'est ainsi que la RSE est devenue l'une des préoccupations principales des acteurs de la finance, à travers la multiplication des fonds d'investissement responsable, de financements durables (Arjaliès, 2010) et de rapports de Responsabilité Sociale (Bebbington & Gray, 2001).

Cette notion, dont le point de départ historique est la théorie de Bowen (1953) n'a cessé de prendre de l'importance depuis un demi-siècle. Pour Bowen, la RSE passe par l'intégration de la question du bien public et de l'intérêt général dans les décisions des dirigeants. Selon l'auteur, la RSE permet d'éviter les dysfonctionnements sociaux résultant du « laissez-faire » et de l'égoïsme économique. Il part du constat que les entreprises sont des centres vitaux de décision et de pouvoir, et que leurs activités touchent la vie des citoyens dans de nombreux domaines. Il en conclut que les entreprises sont responsables de leurs actions dans une sphère plus large que la simple sphère économique.

## **1.2. L'éthique de financement au cœur de la RSE**

La crise des subprimes, a bien laissé des traces, et le monde de la finance a bien compris que « l'éthique est indispensable à sa survie à long terme », comme le souligne Paul H. Dembinsky (2015). C'est ainsi que la question de l'éthique est devenu au centre des débats liés au secteur financier et son avenir. Ceci dit, que ce dernier ne doit plus être préoccupé seulement par la recherche de profits, mais doit s'interroger aussi, sur sa responsabilité sociale et environnementale.

L'éthique, ou la morale, est la recherche du bon ou du bien. Une éthique du secteur financier vise à faire fonctionner le tout dans un sens reconnu comme conforme au bien commun. Cela veut dire que les mécanismes, acteurs, entreprises ou individus, et la réglementation sont orientés dans ce sens, et que chacun doit prendre ses responsabilités. Il s'agit par exemple de financer des activités collectivement reconnues comme étant bonnes, ou de ne pas s'exposer à des risques excessifs.

La question de la finance et l'éthique et la relation qui lie les deux concepts a été étudiée par de nombreux auteurs. La plupart d'eux confirment que la finance est inséparable de l'éthique, et qu'habituellement deux formes d'éthique existent (Collin, 1998).



- Ethique dite de conviction, qui consiste à se donner un but qui respecte certaines valeurs, énoncées le plus souvent par la religion, sinon par la loi naturelle. Elle est la fidélité à un certain ordre, la volonté de faire le bien, l'obligation que l'on se donne d'y parvenir coûte que coûte. Elle met en cause la conscience qui dicte à chacun sa conduite en lui permettant de discerner le bien et le mal et qui l'amène à choisir le bien.
- Ethique dite de responsabilité, analysée par Max Weber, qui consiste plutôt en un comportement, une attitude qui se voudrait exemplaire. « Il faut donner l'exemple, tu dois montrer l'exemple », disait-on autrefois aux enfants. Avoir un comportement éthique, c'est faire le mieux possible dans le contexte où l'on se trouve, au milieu de contraintes qui ne peuvent être toutes évitées.

### **1.3. La vulgarisation d'une nouvelle formule de finance : La Finance islamique**

Comment nous l'avons déjà précisé, en matière de finance, le concept de l'éthique devient plus populaire que jamais. Cela tient principalement à la crise financière de 2008 qui n'a pas cessé de s'amplifier en donnant naissance à une nouvelle formule de financement dite : Finance éthique dont la finance islamique fait partie (Ghoul et Karam 2007).

La finance islamique, est définie principalement par, d'une part sa destination à savoir à qui l'argent va-t-il être prêté et à quoi va-t-il servir ? Dans ce cas, l'argent ne va pas être investi dans des entreprises exerçant une activité qui pouvait apparaître condamnable, telle que l'armement, le tabac, l'alcool . . . et d'autre part par son inspiration à savoir la charia, la loi de la religion musulmane, basée essentiellement sur le Coran. Cette finance islamique est perçue comme étant au service de l'humanité, avec pour finalité la protection de l'être humain, de la famille, de l'harmonie sociale et même de l'environnement (Jouaber et Jouini 2013). Ce respect de l'environnement, associé au respect des générations futures, rapproche la finance islamique des objectifs du développement durable et de la RSE (Forget 2009)

## **2. Finance islamique : une approche éthique**

### **2.1. Rareté des ressources et rationalité humaine**

Tous les courants de la pensée économique reconnaissent l'existence d'une problématique économique dont les fondements divergent d'une école à une autre. Le capitalisme traite la satisfaction des besoins par des ressources limitées, alors que le marxisme pose le problème de divergence entre forces et rapports de production, la vision islamique conceptualise le comportement humain comme déterminant et finalité de toute approche économique.

Dans l'approche économique islamique, le bien être communautaire est prioritaire, même si la satisfaction des besoins fondamentaux de l'être humain est reconnue par la constitution musulmane -le coran-à savoir ceux matériels et moraux. "Qu'ils aiment le seigneur de cette maison, qui les a nourris contre la faim et rassurés de la crainte"(Coran,



sourat Quraych verset 3). La religion musulmane limite les besoins de l'homme à ce qui est essentiel et très utile, la satisfaction des besoins n'est pas synonyme de la maximisation.

La logique islamique repose sur la théorie d'équité, de justice et spécialement d'optimisation des ressources dans tous les actes économiques et sociaux de l'être humain. En effet, le bénéfice retiré d'une activité générant une exploitation abusive des ressources, du gaspillage ou de la profusion transforme son profit en illicite.

## 2.2. Justice et inégalités sociales

Les fondements basiques de l'Islam rejettent toute séparation entre les composants de la vie individuelle et collective ; la finalité ultime et unique du croyant et de la communauté musulmane est de servir son créateur et sa loi divine. Cette dernière se positionne comme un pacte implicite d'obligations et de droits dont les membres al omma adhèrent par foie et par piété et s'engagent à respecter les droits des autres. Dans cette perspective, la justice sociale est considérée comme la pierre angulaire ( al-Munadjjid.1988) de la religion musulmane, basée fondamentalement sur l'égalité des droits et des obligations de tous les croyants, une égalité tant recommandée par la constitution islamique: « ...Comme celui qui dépense son bien par ostentation devant les gens sans croire en Dieu et au jour dernier. Ils ressemblent à un rocher couvert de terre, qu'une averse l'atteigne, elle le laisse dénué. De pareils hommes ne tirent aucun profit de leur acte, et dieu ne guide pas les gens mécréants, et ceux qui dépensent leurs biens cherchant l'agrément de Dieu, et bien rassurés (de sa récompense) ils ressemblent à un jardin sur une colline. Qu'une averse l'atteigne, il double ses fruits à défaut d'une averse qui l'atteint, c'est le rosé, et Dieu voit parfaitement ce que vous faites ». (Coran, al bakara, verset 264).

La religion musulmane précise clairement qu'une telle homogénéité ne peut avoir naissance dans l'ignorance d'une justice et égalité des droits et des obligations entre croyants. Ce principe trouve sa légitimité dans la croyance ultime de l'égalité natale entre les êtres humains en tant que lieutenant de créateur sur terre. Conformément aux objectifs d'équité et de justice, l'islam a tenté d'intégrer les différents courants économiques dans sa logique d'éthique et de valeurs lors de la révolution civile musulmane. Dans ce cadre AL-Mawardi a indiqué que la justice complète développe la solidarité, la sécurité des nations, la croissance et le développement ainsi que la prospérité :*"Il n y a rien qui détruit le monde et la conscience du peuple plus vite que l'injustice"* AL-Mawardi (1955) . Ainsi le philosophe Ibn Khaldoun (Issawi.C, 1950) avait aussi précisé dans son célèbre ouvrage "Mouqadima" que le développement des nations est impossible sans justice.

## 2.3. Ethique et valeurs morales

La philosophie islamique, comme celle des autres religions monothéistes reconnaît l'intérêt personnel mais le place en second rang après l'intérêt général. Dans ce cadre Les piliers théoriques islamiques traitant les grandes opérations économiques font l'objet d'un



grand consensus des savants musulmans, bien que les écrits fondamentaux ne manifestent pas explicitement leurs sens et sont toujours sujet de débat et d'interprétation. Ces textes paraissent d'avantage comme des principes de moral-conduite plus que des prescriptions ou instructions économiques.

L'économie islamique se présente comme une approche globale distinguée par une morale couvrant l'ensemble des actes quotidiens régis par les percepts islamiques du coran et les paroles du prophète Mohammed, le messenger de Dieu et l'exemple d'éthique (Kashmiri 1967). La révélation est destinée à la nature humaine, toujours en conflits entre le bien et le mal et qui doit être cadrée par une sanction bien définie afin d'imposer l'ordre. Dans ce sens la doctrine économique islamique ne se limite pas à une dimension purement sociale, même si l'islam structure la société sur la base de l'équité et vise ainsi à l'éradication de la pauvreté.

Ce qu'il convient de rechercher, c'est la « suffisance » al-kifâya, ce juste milieu de la richesse, afin de satisfaire les besoins essentiels de la vie individuelle quotidienne. L'aumône légale est destinée, dans cette perspective, à réhabiliter le pauvre et l'appauvri. C'est ainsi que le croyant peut trouver son insertion et son engagement dans l'ordre parfait du monde : le bien est l'équilibre, le mal est la disharmonie. Dans cette union intime du spirituel et du temporel, la foi apparaît au fondement de la vie économique. Toute action « économique » a une valeur religieuse (Boisard 1979). Ainsi l'entrepreneur doit faire preuve de responsabilité sociale vis-à-vis de ses consommateurs, employés, actionnaires et société civile (Wajdi 2009)

### **3. Modèle islamique : éthiques de financement et RSE**

#### **3.1. L'interdiction du prêt à intérêt (le riba)**

Le système financier islamique repose principalement sur le principe de fructifier le capital investi suivant la règle et les instructions du droit musulman. A savoir spécialement l'interdiction de l'usure appelé aussi Riba dans la terminologie arabe, ce terme vient du verbe *rabaa*, et qui signifie toute sorte d'accroissement de la valeur d'un élément à partir de lui-même. L'historique de l'humanité montre que les prêts à intérêt sont bien antérieurs au coran et les débats relatives à l'endettement et à l'usure ont marqué l'histoire des transactions humaines même avant l'apparition de l'islam. La Mésopotamie, l'empire romain, la Grèce antique ainsi que les trois religions monothéistes ont manifesté une préoccupation très importante aux modalités de remboursement des prêts en nature ou en espèce. Dans ce cadre le prêt à intérêt fut utilisé ouvertement en Grèce et à Rome en pratiquant des taux variables ou réglementés pour qu'il ne devienne pas oppresseur et source d'exploitation des autres.

La pratique d'usure est considérée comme péché lorsque le prêteur bénéficie de la misère des plus pauvres afin de tirer un bénéfice financier bien déterminé. Un bénéfice incompatible avec les fondements d'équité musulmane (Imam et Kpodar, 2010).

#### **3.2. L'interdiction du risque excessif (gharar)**





Le concept du Gharar réfère littéralement aux notions du hasard et de l'incertitude, et pratiquement signifie la vente d'un élément qui n'est pas encore acquis, ou la vente d'un élément dont la conséquence est méconnue ou encore la vente marquée par le risque de possession. Ce concept est lié primordialement à l'incertitude absolue ou excessive qui peut exister dans une transaction d'échange.

Selon Kariche (2002, p.44) , l'interdiction de la pratique du Gharar retrouve sa légitimité dans l'acte du Prophète Mohammed qui a interdit «l'achat d'un animal non né dans la matrice de sa mère, la vente du lait dans la mamelle sans mesure, l'achat du butin de guerre avant sa distribution, l'achat des dons de charité avant leur réception, et l'achat de ce qu'a récolté un pêcheur avant sa pêche» (Sahih Alboukhari). Les jeux de hasard (Le Maysir) sont aussi prohibés par la loi divine, ils représentent une modalité de Gharar, exposant le joueur à un risque excessive et une grande incertitude. Dieu a dit : « *O vous qui croyez, l'alcool, le jeu de hasard, les pierres dressées et les diable ne veut, par le biais de l'alcool et du jeu de hasard, que jeter l'inimitié et la haine entre vous, et vous détourner du souvenir de Dieu et de la prière* ». (Coran, sourate al-maaida).

La loi islamique a explicitement condamné toute opération commerciale pouvant induire les parties contractantes en erreur ou en risque et par conséquent en injustice, l'objectif de cette prohibition est de permettre le consentement et l'égalité des chances devant le public. Aux yeux de la loi islamique, tout contrat dont le consentement est incomplet est inadmissible, un consentement conditionné par la transparence et la clairvoyance de tous les composants du contrat. A signaler que même si la prohibition du Riba est absolue, celle du Gharar admet la relativité suivant le degré et la nature du risque.

### **3.3. Le principe de partage des pertes et des profits**

Le concept de partage des pertes et profits constitue la pierre angulaire de la finance islamique et représente pratiquement les valeurs avancées par la religion musulmane à savoir la justice sociale, l'égalité des droits et des obligations ainsi que la dimension fraternité-humanité finalité ultime de l'islam. Le principe de 3P (partage des pertes et des profits) est défini par Khan (1984) comme étant « un mécanisme financier qui lie le capital financier à l'industrie et au commerce sans utiliser un intérêt ».

La conception pratique de ce principe se concrétise en finance islamique dans sa formule contemporaine par le principe (PLS) Profit and Loss Sharing utilisé dans tout type de contrat de financement islamique qu'il soit participatif ou à crédit, vue que le financier est toujours dans l'indispensabilité de prendre en charge un minimum de risque tel que le défaut de paiement même en cas de la vente mourabaha, où les organismes participatives cherchent à externaliser la transaction commerciale, il existe toujours un minimum de risque que doit supporter la banque ayant comme origine la possession momentanée de la marchandise .



### 3.4. Le principe d'adossement aux actifs réels

A travers l'histoire de l'humanité, l'échange été si bien une pratique courante dont les techniques et les modes ont évolués parallèlement au développement des économies et des systèmes politiques. Au début, le champ des opérations économiques était si réduits et avec une population restreinte. La nature de rareté des échanges ne permettait pas la création de la monnaie. En revanche, il était question de faire des offrandes religieuses. L'apparition des pièces monétaire a éliminé les sacrifices mais toujours en faveur d'un rôle religieux. Dans l'islam, la monnaie ne possède aucune valeur en elle-même, elle ne peut avoir la forme d'une marchandise et par conséquent ne peut être vendable ou source de profit et de surplus. Les économistes musulmans considèrent que l'argent est créé dans une logique de mesure et non pas de spéculation. Autrement dit la monnaie ne doit pas être créée pour que son existence suscitera son besoin et sa demande. En effet les transactions financières actuelles doivent être en conformité avec ce principe, une conformité traduite par la tangibilité et la matérialité des actifs aux quels sont adossés les transactions financières pour permettre le partage des pertes et des profits des éléments réels. C'est dans cette optique que le rachat des dettes et la vente des créances ne sont autorisés par la loi islamique. (Abdel Wahab 2005).

### 3.5. L'interdiction des activités illicites (Haram)

La religion musulmane vise la constitution d'une société solidaire, forte mais aussi éthique fondée sur le respect de l'autre et de ses droits, ce qui révèle la dimension humaine de paix et de sérénité supposée le cœur de toute religion monothéiste. « *Les musulmans doivent chercher à gagner des surplus, dans la mesure où ils ont reçu des talents à faire fructifier. Mais les surplus doivent être utilisés non pas pour l'élévation de soi, mais pour des buts socialement responsables qui plaisent à Allah* ». (Michel.D, 1998). Dans ce cadre l'islam impose aux investisseurs de passer leurs activités par un audit éthique et social, abstraction faite de tout profit espéré, l'être humain et son intérêt physique est morale reste une finalité sacrée. De cette philosophie émane la prohibition de l'investissement dans la pornographie, l'alcool, les jeux du hasard, l'armement ou encore dans toute activité jugée illicite par voie chariatique et qui peut nuire à l'intérêt générale. A noté que le principe de piété conduira une entreprise à adopter les fondements d'une économie socialement responsable, abstraction faite des répercussions financières.

L'analyse des principes fondamentaux de l'économie islamique et plus particulièrement du financement islamique, relève le caractère éthique de l'approche islamique et son homogénéité par rapport aux tendances actuelles de moralisation économique et au principe d'éthique, pilier primordiale de la responsabilité sociale des entreprises. (Joannidès, 2009: 131). L'équité, la justice, la solidarité et l'interaction des dimensions sociales et économiques voire même environnementales constituent l'esprit d'une vision divine dont la finalité ultime est le bonheur humain. Dans ce sens, Forget (2009) a avancé que la religion islamique encourage un modèle de responsabilité sociale distingué par son aspect de globalité plus que celui classique. La RSE se positionne dans l'optique occidentale comme exclusivement matérielle et plus centrée sur ses retombés pratiques,





tandis que les fondements éthiques issus du Coran et de la Sunna, sont caractérisés par l'exhaustivité et la durabilité constituant en conséquence, un plan d'action opérationnel éthique et une vision stratégique morale destinés aux entrepreneurs islamiques.

#### **4. ISR : une pratique éthique et islamique**

##### **4.1. Investissement socialement responsable (ISR) : principes et approches**

Les liens entre l'éthique et le monde de la finance sont devenues des questions fondamentales ces dernières années. Ainsi, la religion islamique a occupé une place importante dans la gouvernance des relations entre éthique et finance, raison pour laquelle les premiers fonds ISR dits « éthiques » trouvent leurs origines dans la tradition morale de la religion musulmane et plus particulièrement dans la Finance Islamique. En intégrant des dimensions éthiques et morales dans leurs choix d'investissement, les investisseurs des fonds éthiques visent à donner une dimension morale au monde financier.

Depuis plusieurs années, l'ISR ne cesse de rencontrer un intérêt grandissant de la part des chercheurs et praticiens dans la mesure où il est favorisé par l'évolution du concept de la Responsabilité Sociale. Il consiste à intégrer dans le processus d'investissement des critères dits « Extra-financiers » afin de montrer le côté responsable et éthique des entreprises.

On retrouve ici des théoriciens comme Giddens (1984), Bauman (1993) Fukuyama (2000) et Putnam (2000) qui ont contribué à une école de pensée qui suggère que les sociétés du système capitaliste font face à une chute du « capital social » et ont présenté l'ISR comme solution afin de construire un système économique plus durable.

A cet égard, l'investissement socialement responsable (ISR) traduit les objectifs du développement durable dans les décisions d'investissement en ajoutant des critères extra-financiers, appelé également critères ESG à savoir : Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance en complément des critères financiers classiques de sélection des émetteurs.

Les critères environnementaux portent sur l'impact direct et/ou indirect de l'activité de l'émetteur sur l'environnement, par exemple : l'émission de CO<sub>2</sub>, consommation d'énergie, pollution, etc.). Cependant, les critères sociaux prennent en compte le comportement de l'émetteur en matière sociale à savoir : le respect des droits humains, respect des normes internationales du travail. . .), selon ce critère, l'analyse de l'entreprise portera sur la gestion de ses ressources humaines, le management et le bien-être de ses salariés, la qualité du dialogue social. .

En ce qui concerne le critère de gouvernance, il consiste à voir la manière dont les émetteurs sont dirigés, administrés et contrôlés à travers l'analyse de la qualité des relations entretenues avec les actionnaires : transparence financière pour instaurer une relation de confiance, la lutte contre la corruption. .



En outre, les entreprises émettrices représentées dans un fonds ISR sont sélectionnés sur leurs critères ESG et selon différentes approches, chaque approche correspondant à un objectif précis :

- Approche « Best in Class » : Selon cette approche, il s'agit de sélectionner les émetteurs ayant les meilleures pratiques ESG au sein de chaque secteur d'activité. C'est une démarche de progrès qui incite les entreprises à s'améliorer.
- Approche « Best in universe » : Consiste à sélectionner les émetteurs ayant les meilleures pratiques ESG indépendamment de leur secteur d'activité.
- L'exclusion normative : Cette approche consiste à exclure de l'univers d'investissement d'un fonds ISR les entreprises ou les États qui ne respectent pas certaines lois ou conventions internationales, notamment en matière des droits humains, pollution, et travail des mineurs.
- L'exclusion sectorielle : Cette approche consiste à exclure de l'univers d'investissement d'un fonds ISR les entreprises dont le secteur d'activité est jugé néfaste pour la société pour des raisons éthiques ou environnementales : pornographie, armement, alcool, tabac, jeux d'argent, nucléaire.
- La sélection thématique : Permet de sélectionner les entreprises qui exercent une activité jugée globalement positive pour la société ou l'environnement : santé pour tous, micro finance, énergies renouvelables, eau, recyclage, etc.

#### **4.2. RSE, ISR et finance islamique : Quelles convergences (Novethic (2009))**

L'analyse entamée jusqu'ici des fondements théoriques de la finance islamique reflète plusieurs niveaux d'interaction de la dimension éthique et l'ISR. Cependant, des paradoxes significatifs peuvent émerger entre la conception et la pratique. Même si les normes relatives aux transactions financières sont soigneusement cernées, les percepts moraux de la Charia ne se retrouvent que marginalement appliqués dans la finance islamique telle qu'elle est conçue actuellement.

La religion musulmane peut être perçue comme un modèle normatif fondé sur des principes moraux et éthiques. Dans ce sens, la finance islamique a pour mission d'optimiser la condition de l'homme, de faire régner un climat sociale d'équité et de justice dans les transactions commerciales. C'est d'ailleurs là l'explication de la prohibition de l'usure et l'encouragement d'un système alternatif de partage de pertes et de profits. Une finalité converge vers celle de l'ISR moderne et actuel, dont le développement durable est la pierre angulaire constitué de la création de richesse pour la société et le développement de la qualité de vie humaine. Ainsi, le volet environnemental n'est pas ignoré par la finance islamique puisque la religion musulmane reconnaît l'attribution de l'homme comme lieutenant de Dieu sur terre ; En conséquence ce dernier est dans l'indispensabilité de protéger, de conserver et de gouverner efficacement la création divine, en luttant contre toute forme de gaspillage et de



consommation abusive. Une création qui dépasse la simple nature ou environnement vers l'être humain et la société.

L'interaction entre la religion et l'éthique des affaires ne date pas d'hier, elle a été profondément examiné par un comité interreligieux, regroupant une élite des savants musulmans, chrétiens et juifs suite à une recommandation royale britannique et jordanienne et sous le patronage du prince Philip, du prince Hassan ( Jordanie ) et de Sir Evelyn de Rothsild. La conclusion de leurs travaux a révélé trois principales convergences entre les religions monothéistes à savoir la justice, le respect, l'intendance divine et l'honnêteté (Suha Taji-Farouki).

Le consentement concilié entre les membres de ce groupe de travail, et qui se présente comme une charte listant les principes d'éthique des affaires dans les trois religions, permette une clairvoyance vis à vis des bonnes pratiques à mettre en valeur dans chacune de ces convergences, spécialement dans la dimension traitant la relation avec les parties prenantes. La majeure partie de ces bonnes pratiques, et plus spécifiquement des principes qu'on peut extraire des textes coraniques, sont des fondements communément partagés avec la notion l'ISR.

#### *-Filtrage sectoriel*

Même si la finance islamique n'est pas spécifiquement alignée avec l'approche du Best-in-Class, elle est totalement homogène avec la finance éthique. Le filtrage sectoriel, pilier basic de l'existence de l'Investissement Socialement Responsable tel qu'il est formulé aujourd'hui, est en effet tiré des orientations religieuses que ce soit d'ordre protestant ou catholique. Partant, Il n'est donc pas étrange que les activités interdites sont relativement les même que dans le cas de la finance labélisée islamique : alcool, pornographie, jeux d'argent (Maysir), tabac et armement et constituent parallèlement les limites rouges d'un investisseur musulman vue leurs impacts négatif sur l'existence de l'être humain et la société en générale. Certaines prohibitions dépendent uniquement de l'approche islamique, telle que l'industrie financière ou celle de divertissement (musique, cinéma...) ou encore de la commercialisation de la viande porcine.

#### *-Exclusions normatives et Global Compact*

A l'inverse de ce qui est pratiqué dans le cas des ISR, la finance islamique ne rejette pas explicitement les acteurs ayant émis de mauvaises pratiques sociales et environnementales. Cependant, le cabinet de conseil en RSE et ISR implanté en Asie du Sud Est, OWW Consulting avait publié les résultats de ses travaux en 2014 sur la convergence entre la religion musulmane et le global impact. Ce dernier est le fruit d'une initiative des Nations Unies recommandant aux entreprises adhérentes le respect de dix principes partagés en quatre types : droits de l'homme, droit du travail, environnement et lutte contre la corruption. Ces recommandations sont mentionnées sur des références internationales :



la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Déclaration de l'Organisation Internationale du Travail relative aux principes et droits fondamentaux au travail, la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, et la Convention des Nations Unies contre la corruption. Le Global Compact ne garantit aucun caractère oppressif et ne suppose pas l'audit des pratiques des pays signataires. La publication d'OWW Consulting en 2014 exprime explicitement le compromis de chaque principe et les principes économiques islamiques, en signalant des origines ou intentions différentes ainsi que des impératifs généralement plus accentués. La grande problématique questionne toujours l'application réelle des fondements moraux islamiques dans la pratique financière moderne.

#### **4.3. ISR et finance islamique : l'expérience asiatique**

L'expérience d'investir socialement a pu apparaître et émerger efficacement au pays asiatique et spécifiquement en Malaisie, en 2010 l'encours d'investissement socialement responsable financés par des canaux islamiques ont dépassé 3,9 milliards de dollars (Thomson Reuters).

Les séquelles de la crise de 1997 ont favorisé la conscience des pays asiatiques au sujet de la bonne gouvernance et son rôle primordiale dans la promotion et le développement de l'entrepreneuriat durable. Une conscience très forte qui s'est installée au gré d'un financement durable et éthique et par conséquent l'accueil des investissements socialement responsables.

La présence de la finance islamique dans le tissu bancaire asiatique a aussi encouragé pratiquement la prise en considération des critères sociaux et environnementaux dans le choix des investissements à financer.

Dans ce sens, l'Asie du Sud Est constitue la zone géographique la plus développée en termes d'investissement socialement responsable, un développement conditionné uniquement par la demande des particuliers contrairement à celui de la zone européenne et américaine (la Banque Mondiale 2013). Les marchés de placement asiatiques représentent les leaders de promotion des ISR en précisant les directives qui favorisent la disponibilité des Etat de Soldes de Gestion des entreprises cotées en bourse.

Il est évident que l'aspect moral des affaires est plus significatif dans les pays où émerge l'industrie financière islamique et particulièrement ceux asiatiques, mais l'appui du changement climatique défendu par les régulateurs est supposé être plus important dans les prochaines années et pourrait supportés fortement la croissance des ISR en Asie. Le risque climatique tel que le changement climatique, la pollution et l'optimisation de l'énergie sont des enjeux très puissants dont les acteurs des ISR et ceux traditionnels doivent l'insérer progressivement dans leur gestion financière. Le montant des encours ou des investissements socialement responsables a connu une progression de 56%, allant de 986 millions de dollars fin 2014 à 6,1 milliards de dollars fin 2016 ([www.novethic.fr](http://www.novethic.fr)).



## Conclusion

Le monde est en train de changer sa vision du système financier. La crise dite des «subprimes» a transformée profondément la physionomie de la finance mondiale en donnant naissance à de nouveaux concepts tels : la finance éthique et finance socialement responsable. Grace à cette crise, de nombreuses idées sont en train d'être remises en cause et par conséquent, la réflexion financière a commencé d'être centrée sur la responsabilité sociale des entreprises et sur l'éthique des affaires.

Dès lors, la Responsabilité sociale est désormais au centre de nombreuses réflexions, qu'elles soient politique, environnementale. . . Elle signifie que les entreprises, de leur propre initiative, intègrent volontairement des préoccupations sociales et écologiques dans leurs activités commerciales et dans leurs relations avec les parties prenantes.

A cet égard, nous constatons une évolution de la demande en termes d'implication sociale et environnementale des acteurs de la finance, raison pour laquelle des investissements et des placements dits « éthiques ou responsable » sont, aujourd'hui, en pleine croissance, ceci est expliqué par la diversification des panels de fonds qui sont spécialement orienté vers l'environnement et le social.

En effet la finance Islamique présente de fortes interactions avec la thématique de la Responsabilité sociale, dans la mesure où elle vise à promouvoir le bien-être de tous les êtres humains. Elle insiste également sur la nécessité de la préservation des ressources et de l'environnement pour les générations présentes et futures.

Ainsi, elle est fondée sur des principes moraux et éthiques plus durables vu que l'entrepreneur n'est pas guidé uniquement par la maximisation des profits, mais surtout par la réalisation du bien-être des hommes. Dans cette perspective, l'entrepreneur a des responsabilités sociales et vis-à-vis de toutes les parties prenantes, à savoir : les consommateurs, employés, actionnaires et société civile.

La finance islamique pourrait être une solution innovante à la crise financière, cette dernière qui avait pour conséquence un affaiblissement de la confiance envers le système financier actuel. Ceci impose une nouvelle définition des responsabilités de chacune des parties, la mise en place d'instruments éthiques adaptés qui permettront de rétablir cette confiance et de corriger les lacunes du système financier présent. Ces changements sont autant de clés qui permettront à la finance de tendre vers un développement plus durable, et donc vers une responsabilité plus sociale où l'homme l'économie et l'environnement serait au cœur de ses préoccupations.



## Références

- Coran, Sourate al bakara, verset 264, sourate al-Maida, versets 90-91, Sourat Quraysh, versets 3-5
- Abdel Wahab M. (2005), « Les banques islamiques », Revue Dialogues N°49.
- Al mawardi A. (1955) “Adab al-dunyawa al-Din”. Mustafa al Saqqa, Editor. Cairo: Mustafa al-Babi al Halabi.
- Al-Munadjjid M.S. (1969), Le Concept de justice sociale en Islam, Dar al-Kitâb al-Jadîd/Beyrouth, , rééd. Publisud, Paris/OPU, Alger, 1982
- Arjaliès D.L. (2010). A Social Movement Perspective on Finance: How Socially Responsible Investment Mattered. *Journal of Business Ethics*, 92(0), 57-78.
- Bauman Z. (1993). *Postmodern Ethics*. MA: Basil Blackwell.
- Bebbington J., and Gray R. (2001). An Account of Sustainability: Failure, Success and a Reconceptualization. *Critical Perspectives on Accounting*, 12, 557-587.
- Boisard M. (1979), Remarque dans L’humanisme de l’islam, Paris, Albin Michel, p. 65 : « On semble avoir souvent exagéré l’aspect exclusivement social de l’islam »
- Bowen, H. R. (1953). *Social Responsibilities of the businessman*. New York, Harper & Brothers
- Collin T. (1998), Quelle morale politique dans une société pluraliste ?, *Liberté politique*, n°4, hiver-printemps, 55-69.
- Dion. M. (1998), L’éthique du profit et les grandes religions du monde, *Entreprise éthique*, no 9, p. 109 s., spéc. P .111.
- Forget E. (2009), Le développement durable dans la finance éthique la finance islamique, *Les Cahiers de la finance islamique*, n°1, 1-4.
- Fukuyama F. (2000). *The Great Disruption. Human Nature and the Reconstitution of Social Order*: Free Press.
- Ghoul, W. and P. Karam (2007) « MRI and SRI Mutual Funds: A Comparison of Christian, Islamic (Morally Responsible Investing), and Socially Responsible Investing (SRI) Mutual Funds ». *Journal of Investing* 16 (2): 96-102.
- Giddens, A. (1984), *The Constitution of Society. Outline of the theory of structuration*. Cambridge: Polity Press.
- Kariche I (2002), *Le système financier islamique : De la religion à la banque*, Bruxelles, Larcier.
- Kashmiri (1967), *Prophet of Islam, Muhammad, and Some of His Traditions*, Le Caire (Supreme Council for Islamic Affairs, “Studies in Islam”, n° 16)
- Issawi. C. (1950). “An Arab Philosophy of History: Selection from the Prolegoman of Ibn-Khaldun of Tunis (1332-1406)”. P.158. London
- Jouaber K. et Jouini E. (2011), La finance islamique est-elle une finance durable ?, in P. Grandin et D. Saidane (dir.), *La finance durable : une nouvelle finance pour le XXIème siècle?*, Paris, Revue Banque Editions, 137-152
- Margolis, J., Elfenbein, H., & Walsh, J. (2007). Does it pay to be good? A meta-analysis and redirection of research on the relationship between corporate social and financial performance. Harvard University working paper.
- Novethic (2009), *Finance islamique et ISR : convergence possible ?*
- Putnam, R. D. (2000), *Bowling Alone. The Collapse and Revival of American Community*. New York: Simon & Schuster.





- Paul H. Dembinski (2015), « Ethique et Responsabilité en Finance – Quo Vadis? » (Editions Revue Banque, Paris,) – Anglais, Allemand et Polonais.
- Suha Taji-Farouki, Islamic Thought in the Twentieth Century, Martin press.
- Wajdi D. (2009), Actes du séminaire «Finance éthique et finance islamique» organisé par l'Ecole de Management Strasbourg.